

L'impôt—Loi

Je peux vous citer le cas d'un autre commerçant qui m'a dit que, pour survivre, il avait dû renvoyer un employé au service de l'entreprise familiale depuis 26 ans. Il est obligé de réduire ses dépenses au maximum. Autrement, l'entreprise ne pourra pas se maintenir à flot et ne pourra plus jamais donner du travail à qui que ce soit. Ces gens-là sont obligés de prendre des mesures très pénibles. Il est très pénible de devoir renvoyer un employé qui compte 26 ans de service.

Cette situation est due en grande partie à la politique du gouvernement. D'abord, la structure fiscale a été modifiée. Comme les bénéfices de l'entreprise n'étaient plus aussi importants que ne le souhaitait la banque, il a fallu ralentir son expansion. Deuxièmement, le gouvernement s'est attaqué aux bénéfices avec l'aide du NPD. Cela a fait disparaître des emplois. Il y a une marge entre les réalités économiques et sociales et certains principes appliqués à la lettre. Voilà ce qui se passe.

Nous partons du principe que le profit est une mauvaise chose, mais nous ne sommes pas prêts à mesurer les conséquences d'une telle politique pour le secteur pétrolier, l'agriculture, l'industrie forestière, la pêche et la petite entreprise. Les entreprises doivent réaliser des bénéfices pour demeurer en affaires. Elles ne peuvent absolument pas prendre de l'expansion sans réaliser des bénéfices. Le profit est devenu un mot obscène, et le gouvernement actuel s'y est attaqué, appuyé par le NPD.

Je veux maintenant passer à un problème qu'a vécu le Nouveau-Brunswick et à la possibilité pour les députés à la Chambre d'y remédier. Le ministère de la Défense nationale a décidé de fermer la base aérienne de Chatham. On a décidé de fermer une base dont les conditions climatiques passent pour être probablement les meilleures de toutes les bases situées dans l'Est. Voilà pour le premier point. Il est plutôt ironique qu'on choisisse la meilleure base au point de vue climatique pour la fermer. Deuxièmement, on a décidé de fermer l'une des bases les mieux situées au Canada du point de vue tactique en ce qui concerne la défense de l'est du pays. Là encore, nous nous trouvons devant une situation contradictoire. Peu importe ce que pourront dire les autorités gouvernementales pour justifier cette fermeture, c'est ce que pensent de cette base les experts en défense. Ce n'est donc pas justifiable.

Leur troisième raison, et je présume qu'elle est liée à la situation tactique de cette base, c'est qu'elle se trouve non loin de l'espace aérien qu'empruntent les avions russes venant au Canada et, du point de vue de la défense, il s'agit d'un facteur très important. En dépit des trois atouts importants en faveur de l'emplacement de cette base aérienne, elle sera fermée.

Le quatrième fait dont il faut tenir compte est la répercussion de cette décision sur la pittoresque localité située dans l'estuaire de la Miramichi et la façon dont la chose est envisagée par la population du Nouveau-Brunswick. Les gens du Nouveau-Brunswick n'écrivent pas souvent à leur député, mais ils le font parfois. J'ai un dossier plus épais de lettres en provenance de la circonscription de Carleton-Charlotte sur cette question que sur pratiquement toute autre question débattue depuis que je siège ici. J'ai reçu des lettres des maires des villages et des villes ainsi que des particuliers qui déplorent que la ville de Chatham ait à souffrir inutilement de cette décision.

Je voudrais citer des extraits d'un éditorial paru le 24 avril dans le *Telegraph-Journal* de Saint-Jean:

Le gouvernement et l'opposition ne parviennent pas souvent à s'entendre à l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick. Mais les deux partis ont accepté unanimement cette semaine de donner leur appui à une motion qui demandait explicitement au gouvernement fédéral d'assurer l'avenir de la base des Forces armées canadiennes de Chatham . . .

Les données économiques citées à l'assemblée sont révélatrices: la liste de paye de la base de Chatham s'élève à 30 millions de dollars et l'on évalue à 17 millions les retombées économiques; la base apporte 1550 emplois; quant au personnel de la base et aux familles, ils forment la moitié de la population de la ville.

Déjà l'effondrement du projet Miramichi fait beaucoup de mal. On dit que le chômage atteint 44 p. 100 de la population, mais il serait plus vraisemblable de dire 50 p. 100, si l'on ajoute les assistés sociaux et ceux qui ne font plus partie de la population active, selon le député de Chatham à l'Assemblée législative.

L'Association canadienne pour la santé mentale, au Nouveau-Brunswick, souligne les graves conséquences sociales qu'auraient les nouvelles mises à pied provoquées par la fermeture de la base. Le président de l'association, le D^r Léandre Desjardins, déclare qu'à son avis, «personne ne peut contester que les pertes d'emplois coûteront davantage en programmes sociaux, médicaux et de bien-être et causeront de grandes souffrances».

J'en viens maintenant au pouvoir que détiennent les députés de l'arrière-plan d'un parti de l'opposition ou de la majorité. Je me servirai d'un autre exemple en plus de celui de Chatham, pour montrer que les députés libéraux de la région de l'Atlantique siégeant à l'arrière-plan auraient pu faire quelque chose. En effet, exception faite d'un député qui était absent, du Nouveau-Brunswick, ils ont voté en masse en faveur de l'annulation du service de Via Rail. S'ils s'étaient bien défendus au caucus, le service Halifax-Montréal existerait toujours et il desservirait encore Moncton, Saint-Jean et Sherbrooke. C'est de l'irresponsabilité que de mettre à pied 1,550 travailleurs dans une région où, aux dires du député provincial, le taux de chômage oscille déjà entre 40 et 50 p. 100.

• (1620)

Le député de London-Ouest nous a dit que nous ne devrions pas nous plaindre des efforts de compression budgétaire que fait le gouvernement. Nous ne sommes pas opposés à ce qu'il le fasse intelligemment, mais le problème, c'est qu'il n'y a pas réduction de ces dépenses qui sont en augmentation et qui doivent continuer d'augmenter. Nous n'allons pas faire d'économies, nous allons simplement dépenser cet argent ailleurs. J'ai entendu dire que c'est Bagotville au Québec qui va bénéficier de la plus grosse partie des crédits en question. J'estime, monsieur l'Orateur, que le gouvernement fait preuve de négligence et trompe de façon éhontée les électeurs des provinces de l'Atlantique qui les ont élus.

Dans ma circonscription, il y a des pêcheurs, des agriculteurs, des bûcherons et toutes sortes de petites entreprises connexes. Certaines d'entre elles ne sont pas directement liées à la pêche, à l'agriculture ni au secteur forestier. Certaines produisent des biens et des services destinés à des marchés à l'extérieur de ma circonscription. J'ai déjà parlé des licenciements dans l'industrie forestière et des difficultés de la petite entreprise. Je n'ai pas parlé des problèmes auxquels font face les agriculteurs, mais pour eux aussi, les taux d'intérêt élevés sont insupportables. A l'heure actuelle, monsieur l'Orateur, il est absolument impossible pour un jeune d'acheter une exploitation agricole à Carleton-Charlotte au prix actuel et de rembourser l'emprunt aux taux en vigueur dans l'espoir qu'un jour, il puisse à la fois rembourser l'hypothèque et les intérêts. C'est une chose absolument impossible dans le secteur agricole.